

EDITO

Ce qui était prévisible est en train d'arriver. Pour la première fois que des élections présidentielles vont se dérouler « normalement », le système constitutionnel français montre sa capacité à dépolitiser la vie publique. Si du moins par le terme politique on entend autre chose que le combat des chefs qui s'instaure chaque jour un peu plus.

Ainsi engagée, la « Course à l'Élysée » risque de faire beaucoup de victimes.

Le « peuple de gauche », comme on dit. A qui l'on propose pour alternative, soit de cautionner le retournement sectaire du PCF, soit de faire confiance aveuglément au candidat qui sortira de la boîte noire de l'appareil socialiste, à partir de considérations qui lui sont largement étrangères.

Et peut-être bien la démocratie elle-même. Ce n'est pas impunément que, par glissements successifs, bien entendu régulièrement couverts par des préoccupations d'efficacité, on en vient à travestir la politique en show-business et la souveraineté populaire en applaudimètre. Que la droite use et abuse de ce mépris, elle n'est qu'elle-même. La gauche, elle, ne peut que s'y perdre et perdre les siens. Dans une période où les maîtres du pouvoir rêvent partout de citoyens et de travailleurs passifs, par le consensus si possible et par la force s'il le faut, rien n'est plus dangereux que de traiter les électeurs en irresponsables ou analphabètes.

Heureusement, dira-t-on, il y aura comme à d'autres occasions la candidature réputée marginale pour sauver la campagne de platitudes, de ronds de jambe et des à peu près Elles, au moins, ne sont pas coincées par un rôle écrit à l'avance, elles sont libres de leur expression, puisqu'elle n'ont pas de chance.. Seulement, il leur faudra redevenir complaisante quand les choses sérieuses seront arrivées, c'est-à-dire quand on comptera les bulletins de vote.

Cantonner ces candidatures à une telle fonction, c'est encore une manière d'accentuer la dégradation du débat politique. Il y a plusieurs manières de le faire : candidature-témoignage, candidatures pour se compter, pour survivre, etc... Tout cela, dès lors qu'il n'y a pas l'ambition d'avoir un impact sur les politiques qui seront suivies, risque fort de ne servir que de simulacre de pluralisme démocratique et de sauver la face de la consultation électorale. Qu'on ne compte donc pas sur ma présence dans cette campagne pour faire nombre, et ensuite rentrer dans le rang !

Oui, le P.S.U. et ceux et celles qui viennent actuellement le soutenir, ont une ambition : celle d'obliger cette campagne électorale à être l'occasion de l'affirmation d'une véritable alternative à la politique des gens en place — et d'une alternative

ayant vocation à être majoritaire. Car il faudra bien répondre à ces questions, si possible avant la veille du deuxième tour :

— comment la gauche se propose-t-elle d'aborder la question d'une autre répartition du travail ; va-t-elle prendre au sérieux les aspirations et les possibilités à travailler moins, pour tous et toutes, ou se contentera-t-elle de voir se creuser le fossé entre « précaires » et « garantis » ? Est-on prêt en un mot, à lier réduction du temps de travail et réduction du chômage ?

— Si l'on ne peut tout faire en même temps, est-on au moins décidé à poser quelques actes significatifs d'une volonté de remettre en cause les inégalités les plus graves dans ce pays ? Va-t-on continuer à « déplorer » la triste situation des femmes, ou prendre quelques mesures de pression à l'égard des employeurs pour en finir avec les écarts de salaires scandaleux ? Saura-t-on indiquer que la remise en cause des privilèges hiérarchiques n'a pas été rejetée parmi les vieilles lunes soixante-huitardes ?

— Va-t-on indiquer la volonté réelle de chercher d'autres relations internationales avec les peuples du Tiers-Monde ? Nous contenterons-nous de jouer les satellites d'un bloc contre un autre, ou choisirons-nous la seule voie qui compte pour la paix : le non-alignement et de nouveaux liens avec les peuples qui cherchent aujourd'hui leur indépendance économique et politique ? Avec la volonté de repenser notre système de défense, en nous donnant le temps de la réflexion et de la reconversion : le « gel » des armements nucléaires pourrait servir de premier pas.

— Saurons-nous dominer les « dégâts du progrès » ? Serons-nous capables d'opposer au mouvement de centralisation industrielle épaulé par le modèle étatique le choix des développements régionaux tenant compte des besoins réels, en matière d'énergie, mais aussi d'emplois, de transports, d'éducation ?

Les réponses, on en discutera. Déjà, faire admettre que c'est autour de ces questions que doit se nouer un débat, se chercher les convergences nécessaires, se définir les engagements précis qui vaudront contrat entre le vainqueur et sa majorité, si l'un et l'autre sont de gauche — voilà qui constituerait un progrès considérable. Puisqu'il est vrai qu'il faut livrer bataille sur le terrain institutionnel, qui est celui où la droite manœuvre le mieux, choisissons au moins nos armes : démocratiques, traitant les hommes et les femmes de ce pays en personnes, majeures, de préférence.

Huguette BOUCHARDEAU

CONTRAT PRÉSIDENTIEL

Il n'y a pas de fatalité à la victoire de la droite, comme il n'y a pas de fatalité à ce que d'autres décident à notre place.

Un pays qui déciderait de réduire les inégalités parce que le trop plein de luxe et de gaspillage des uns empêche les autres, d'ici et du Tiers-Monde, de vivre ; qui avancerait des mesures pour redistribuer le travail entre tous et toutes en réduisant sa durée ; qui trouverait les moyens de se libérer du carcan centralisateur et ruineux du nucléaire en développant les énergies renouvelables ; qui refuserait de dilapider ses richesses dans les silos de fusées et de bombes et dans les sous-marins atomiques ; qui mettrait en cause la vieille division entre hommes et femmes ; qui refuserait les éternelles délégations de pouvoir, ouvrant de nouveaux espaces de liberté et permettant aux individus et aux groupes de décider et de n'être plus traités en numéros et en objets...

Voilà ce que pourraient être les objectifs des batailles à venir.

Pouvons-nous nous servir de l'élection présidentielle pour ces changements ? Oui, si nous savons être à la fois ambitieux et modestes.

— Modestes parce que nous ne pouvons pas tout changer d'un coup et que nous ne sommes pas seuls dans ce combat;

— Ambitieux parce qu'il nous faut montrer clairement qu'il existe une autre voie possible que celle que suit aujourd'hui le pouvoir, et davantage encore parce que les mesures que nous proposons doivent indiquer la nature des changements à conquérir par nos luttes de demain.

Voici des mesures d'urgence qui répondent à ces conditions :

1/ une juste répartition du travail entre tous et toutes

- Affirmation par voie législative du droit à un emploi pour toute personne femme ou homme en âge de travailler et égalité du régime indemnitaire pour absence d'emploi

- Loi cadre fixant immédiatement - le principe de la réduction de la durée du travail à 35 heures hebdomadaires sans perte de salaire (pour les

salaires inférieurs à 5 fois le SMIC)

- le calendrier des négociations d'application qui devront couvrir l'ensemble des branches avant la fin de l'année 81

- La 5^{ème} semaine de congés payés et la retraite à 60 ans avec aménagement d'un passage progressif entre la vie professionnelle et la vie *post-active*

- La mise en place de Conseils d'Atelier avec représentation proportionnelle du personnel féminin, assurant le contrôle de ces mesures, des salaires et des conditions de travail

2/ combattre les inégalités et les privilèges

- Plafonnement immédiat des salaires supérieurs à 10 fois le SMIC

- Engagement de négociations collectives en vue d'un programme de réduction de l'éventail des salaires à 5 fois le SMIC sur 10 ans et de refonte de la grille des salaires avec pour objectif prioritaire la suppression des disparités entre femmes et hommes.

Modification du barème de l'impôt sur les revenus par la progressivité intégrale. Application séparée aux adultes d'un même ménage; neutralité du système fiscal à l'égard du mode de groupement choisi par les individus. Publicité des tarifs dans les professions libérales.

- L'ensemble des sommes dégagées ci-dessus seront affectées à un fond destiné à la péréquation des charges entraînées par la réduction du temps de travail et le réaménagement des salaires.

- La gratuité des soins doit et peut être instaurée immédiatement, les personnels de santé étant rémunérés à la fonction. Les travailleurs de la Sécurité Sociale étant alors recyclés dans des structures de soins et d'aide au maintien à domicile des malades, infirmes ou personnes âgées

- Interruption du démantèlement des services publics transports, PTT etc.

- Application au domaine du logement, du cadre de vie et de la consommation, du droit syndical et des négocia-

tions collectives avec pour objectif l'exercice d'un contrôle populaire sur les prix et les conditions d'existence.

3/ vers un non-alignement positif

- Arrêt de la fabrication et du déploiement d'armements nouveaux en Europe (missiles SS 20, missiles américains Pershing et Cruise, bombe à neutrons)

- Rupture des relations avec les pays fascistes et racistes (en particulier avec l'Afrique du Sud, l'Argentine, la Bolivie et le Chili.)

- Suppression générale et totale de toute coopération militaire. Fin de l'assistance militaire technique.

- Elaboration d'un plan d'urgence contre la famine dans le Tiers-Monde comme premier temps d'une politique nouvelle de coopération avec les peuples du Tiers-Monde fondée sur les principes du droit à la souveraineté des peuples sur leurs ressources naturelles.

- Respect du droit des peuples à l'autodétermination, ce qui implique le soutien des mouvements d'indépendance nationale dans le Tiers-Monde (Palestine, Afghanistan, Sahara Occidental, Erythrée, et là encore, Afrique du Sud, Namibie).

4/ pour une politique énergétique différente

- Arrêt de construction de toute nouvelle centrale et utilisation des moyens financiers ainsi dégagés pour le développement des énergies alternatives et d'une véritable politique d'économie d'énergie

- Abandon de la filière surgénératrice, et arrêt de la construction de Super Phénix

- Nationalisation de la COGEMA et de ses filiales avec abandon des contrats étrangers de retraitement; refus de l'extension de l'usine de la Hague et de nouveaux centres de retraitement

- Refus d'ouverture de nouvelles mines d'uranium et interdiction des méthodes d'extraction ne respectant pas les conditions de sécurité et

d'hygiène des travailleurs, détruisant l'environnement et le tissu socio-économique des régions.

- Référendum locaux à initiative populaire pour tout problème concernant l'énergie nucléaire (mines, centrales d'enrichissement, de retraitement, centrales nucléaires, transport des déchets, etc.)

5/ changer les institutions pour plus de liberté

- Engagement d'une réforme de la Constitution portant notamment sur les points suivants :

- abrogation de l'article 16

- réduction à 5 ans du mandat présidentiel

- droit au référendum d'initiative populaire application de la proportionnelle intégrale

- Un nouveau statut pour les collectivités locales et régionales

- liberté pour les communes d'intervenir dans le domaine économique

- garantie d'autonomie financière et péréquation entre collectivités riches et pauvres

- élection des assemblées régionales au suffrage universel

- Reconnaissance du droit à l'autodétermination pour les minorités na-

tionales de l'hexagone, le peuple corse et les peuples des DOM TOM

- Reconnaissance du droit syndical dans l'armée et nouveau statut public de l'objection de conscience

- Dissolution immédiate des corps de police spécialisés dans la répression

- Suppression des juridictions d'exception : Cour de Sûreté de l'Etat, T.P.F.A.....,

6/ pour les droits de l'homme et de la femme

- Extension de l'ensemble des droits actuels (y compris politiques) aux immigrés.

- Mise en chantier d'une loi anti-sexiste

- Abolition de la loi anti-casseurs, et, s'il y a lieu, de la loi Peyrefitte

- Abolition des lois discriminatoires à l'encontre des homosexuels et lesbiennes

- Dépénalisation des drogues douces

- Droit à l'expression des radios libres

Ces mesures, nous les présentons comme des propositions devant aboutir à un Contrat Présidentiel. En effet, il n'y aura de chance de battre la droite que si deux exigences sont satisfaites : qu'un rassemblement s'opère sur une base contractuelle établie entre les candidats de gauche et débattues avec les forces populaires ; que ce contrat réponde aux aspirations de ceux et celles qui ne se satisfont plus de la stratégie d'échec de la gauche, de ceux et celles qui luttent contre le chômage et les inégalités, de ceux et celles qui se réclament d'un projet autogestionnaire; de ceux et celles qui veulent décider au pays pour y travailler et y vivre. Il s'adresse aux femmes qui luttent pour que l'autogestion ne s'arrête pas aux portes de la maison.

C'est pourquoi le P.S.U. mène campagne à la fois sur la nécessité d'un contrat pour battre la droite et sur les priorités d'un tel contrat.

Plus nous serons nombreux à proposer des mesures de ce type plus nous serons nombreux à créer cette dynamique, plus la candidature d'Huguette Bouchardeau recueillera de suffrages, plus nous aurons de chances que le candidat le mieux placé pour battre la droite au second tour s'engage sur une réelle politique de gauche, capable de mobiliser un courant majoritaire et de gagner.

12% Autogestionnaires
07% droite

PRÉSIDENTIELLES

Jeudi 13 Novembre, jour de la conférence de presse, il y avait bien du monde rue Borromée. La télévision (TF1) était là, et près de trente autres journalistes. Face à ce parterre de stylo, il y avait bien sûr, Huguette Bouchardeau, mais aussi l'huissier, dans son beau costume trois pièces, venu constater l'authenticité des 500 signatures, et sans oublier d'autres membres du B.P.

Après avoir présenté l'origine géographique et politique de nos signatures, Huguette affirma que notre objectif restait toujours d'atteindre les 800 signatures. « Mais les choses sérieuses commencent, nous allons enfin pouvoir parler de politique », poursuivit-elle. Elle affirma l'importance de faire échec aux stratégies d'échec des partis de gauche ; d'où l'importance du contrat présidentiel, et des propositions qu'il contient. Le contrat doit être l'occasion d'un débat qui permettrait de sortir de cette fatalité de la présence de la droite au pouvoir, et du désabusement que crée la triste guerre des partis de gauche. Mais la prochaine échéance reste ces 800 signatures. Encore un effort camarade, il en manque 200,

SIGNATURES

Répartition politique :

51% Maires indéterminés

21% Maires PS

09% Maires PC

Géographique, le plus de signatures : Bretagne (finistère) - Champagne Ardennes - Lorraine - Franche Comté - Midi Pyrénées (Gers)

Régions les + faibles : Région parisienne - Sud Ouest

Le numéro 1 de *POUR L'ALTERNATIVE*, Bulletin d'information du PSU pour la presse pendant la campagne, est sorti à l'occasion de la conférence de presse. Au sommaire : le contrat, un papier sur les signatures, une carte de répartition géographique des signatures, et le calendrier d'Huguette pour novembre et décembre.

DÉCLARATION SUR LA CIRCULAIRE BONNET

Dans quelques mois, les électeurs seront appelés à élire pour sept ans le Président de la République. les pouvoirs dont disposera le futur élu - même s'il s'entend, contrairement à ses prédécesseurs, aux limites fixées par la Constitution -, font de cette élection une échéance majeure pour l'avenir du pays. Il importe donc que celle-ci soit ouverte avec une totale égalité à toutes les composantes politiques qui souhaiterait y participer.

Or une circulaire aux Préfets du Ministère de l'Intérieur (N°79419 du 30.11.79) conduit à s'interroger sur les conditions réelles d'application de la loi du 18 Juin 1976. Il apparait en effet que cette circulaire introduit, par le biais de dispositions administratives, une singulière restriction aux conditions imposées au dépôt d'une candidature. C'est ainsi que les formulaires officiels d'enregistrement des parrainages, qui sont déjà imprimés et à la disposition des Préfectures, ne pourront être délivrés qu'à une date sans doute assez proche de l'ouverture de la campagne (vraisemblablement avant le premier tour). De plus, la circulaire du Ministre de l'Intérieur enjoins aux Préfets de remettre ces formulaires « uniquement et individuellement aux élus désireux de patronner un candidat », alors que les dispositions du Conseil Constitutionnel précisaient que les formulaires devaient « être tenus à la disposition des citoyens ».

Cette multiplication des difficultés administratives pour le dépôt des candidatures vise à l'évidence à

éliminer de la compétition électorale les formations non parlementaires qui ne disposent pas en leur sein des 500 parrainages exigés par la loi. Or ces organisations représentent des courants politiques réels, même si leur influence est limitée. Il serait extrêmement grave pour la démocratie de notre pays qu'elles soient éliminées de la participation à une vie politique normale par le biais d'une circulaire ministérielle. C'est pourquoi nous exigeons le retrait immédiat de la circulaire du Ministre de l'Intérieur et que les formulaires officiels de parrainages soient mis dès maintenant à la disposition de tous les citoyens.

Liste des premiers signataires de cette déclaration :

Henri NOGUERES - Christine BUCY- GLUCKSMAN
Claude BOURDET - Dr Georges BRUNEL -
Guy BOIS Pierre BAUBY - Huguette BOUCHARDEAU
- Henri CAILLAVET - Jean DAGRON
- Serge DEPAQUIT - Jean ELLENSTEIN - Sellio FARANDJIS
- Jean Jacques DE FELICE - Roger GARAUDY
- Gisèle HALIMI - Pierre JURQUET - Alain KRIVINE
- Maxime LE FORESTIER Georges LABICAT
- Colette MAGNY - Dr Alexandre MINKOWSKI
- Gérard MOLINA - Hélène PARMELIN
- Michel PICCOLI - Edouard PIGNON - Yvonne QUILES
- Serge REGIANNI - Madeleine REBERIOUX
- Dr Alain SIARRY - Dr Christine VINAS
- Pierre VIDAL- NAQUET.